

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ? Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme	Commune de Chozeau

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	Mairie de CHOZEAU
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Mairie de Chozeau 15 place de la mairie, 38460 Chozeau Tél : 04 74 90 21 09 E-mail : accueil.mairie@mairie-chozeau.fr
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?

Oui	Non	<p><i>Si oui, indiquez la date d'approbation du document et précisez si une procédure de révision du SCoT est en cours</i> <i>Si non, indiquez si un projet de SCoT est en cours</i></p> <p>SCOT Boucle du Rhône en Dauphiné approuvé le 13 décembre 2007 Révision du SCOT en cours : projet arrêté le 22 novembre 2018.</p>
-----	-----	--

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?

Oui	Non	<p><i>Si oui, précisez sa date d'approbation et s'il a fait l'objet ou non d'une évaluation environnementale</i></p> <p>PLU approuvé le 19 octobre 2017</p> <p>Le PLU n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale</p> <p><i>Si votre projet concerne une révision allégée ou une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRÈS évolution)</i></p> <p>Une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme est engagée. Elle a pour objet une modification du règlement écrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensemble du règlement : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Clarification des définitions et termes employés : prise en compte des termes issus du nouveau lexique de l'urbanisme établi par l'Etat, renvoi dans le règlement écrit vers les définitions de base données dans les dispositions générales du règlement écrit, évolution de certains termes employés pour une meilleure application du règlement écrit. ✓ Mention des zones à chaque section et sous-section. - Zone UA : <ul style="list-style-type: none"> ○ Section 1 : la suppression des limitations d'emprise au sol et de surface de plancher pour les annexes, ○ Section 2 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ des précisions apportées sur les règles d'implantation spécifiques applicables pour l'évolution des constructions existantes, ▪ des précisions apportées sur les modalités de calcul de la hauteur des constructions, ▪ introduction des règles de recul pour les piscines, ▪ reformulation de la règle d'implantation des constructions sur la limite séparative, ▪ assouplissement des règles d'implantation des constructions au sein d'une même propriété. ▪ Limitation apportée à la règle de hauteur pour le mur de liaison entre la clôture et le portail. - Zone UI : <ul style="list-style-type: none"> ○ Section 2 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ des précisions apportées sur les règles d'implantation spécifiques applicables pour l'évolution des constructions existantes, ▪ des précisions apportées sur les modalités de calcul de la hauteur des constructions, ▪ assouplissement des règles d'implantation des constructions au sein d'une même propriété.
-----	-----	---

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?

		<p>- Zone 1AU :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Section 1 : la suppression des limitations d'emprise au sol et de surface de plancher pour les annexes, ○ Section 2 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ des précisions apportées sur les modalités de calcul de la hauteur des constructions, ▪ introduction des règles de recul pour les piscines, ▪ reformulation de la règle d'implantation des constructions sur la limite séparative, ▪ assouplissement des règles d'implantation des constructions au sein d'une même propriété. ▪ Limitation apportée à la règle de hauteur pour le mur de liaison entre la clôture et le portail. <p>- Zones A et N :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Section 1 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Exception introduite pour les usages, affectations des sols et types d'activités, concernant les habitations existantes, ▪ clarification des règles relatives aux logements agricoles et à l'évolution des bâtiments d'habitation, ▪ limitations apportées aux règles d'emprise et de surface de plancher pour les annexes. ○ Section 2 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ des précisions apportées sur les règles d'implantation spécifiques applicables pour l'évolution des constructions existantes, ▪ des précisions apportées sur les modalités de calcul de la hauteur des constructions, ▪ introduction des règles de recul pour les piscines, ▪ implantation des constructions admise en limites séparatives ainsi qu'à l'alignement des voies et emprises publiques, ▪ reformulation de la règle d'implantation des constructions sur la limite séparative, ▪ assouplissement des règles d'implantation des constructions au sein d'une même propriété, ▪ limitation apportée à la règle de hauteur pour le mur de liaison entre la clôture et le portail.
--	--	--

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	1 047 habitants (populations légales 2016).
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	810 hectares.
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	Le projet de modification n°1 ne concerne pas un secteur spécifique de la commune, puisqu'il ne porte que sur des changements apportés au règlement écrit.
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet	<p><i>Indiquez les données en surface ou en pourcentage</i></p> <p>Zones urbaines UA, UI : 44,6 hectares</p> <p>Zones à urbaniser 1AU et 2AU : 1,9 hectares</p> <p>Zones agricole A et naturelle N : 773,5 hectares</p>

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

- Le développement résidentiel et l'aménagement du cadre de vie : objectif de 70 logements en dix ans dont une dizaine de logements sociaux ; confortement du centre village et implantation de quelques entreprises dans une petite zone UI.
- La voirie, les déplacements et les transports : amélioration des accès au village par la RD18, armature piétonne à développer dont un axe structurant reliant le centre village aux quartiers situés au Nord.
- La mise en valeur des ressources et la modération de la consommation de l'espace : consommation de 4,5 hectares, dont 0,5 pour l'activité. Protection de la ressource en eau et notamment prise en compte des problèmes d'assainissement collectif (mise en place d'un périmètre d'insalubrité et mise en attente de l'urbanisation en zone d'assainissement collectif – et ce quel que soit le zonage du PLU).
- Biodiversité et préservation des continuités écologiques.
- Prise en compte du patrimoine et du paysage : préservation de la plaine agricole, positionnement à long terme de l'urbanisation au niveau du centre village, préservation des limites sensibles de hameaux.
- Le parti d'urbanisation : une urbanisation au sein du village et des hameaux, reprenant la morphologie urbaine du territoire qui se caractérise par un village et des hameaux étoffés, tout en s'inscrivant à moyen et long termes dans un recentrage progressif du développement urbain au niveau du centre du Village.

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

Par exemple :

- de manière générale (élaboration/révision) : perspectives de développement démographique, économique, touristique, d'équipements publics ou autre selon la nature de votre projet
- de manière plus ciblée (élaboration/révision et procédure d'évolution ponctuelle) : ouverture et/ou fermeture à l'urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, d'une zone naturelle, d'un espace boisé classé ou autre, création d'une UTN, autre (précisez notamment l'objectif de la déclaration de projet ou de la modification) ?

Le projet de modification a pour motifs :

- de faciliter l'implantation et l'évolution des constructions :
 - lever certains blocages à l'implantation d'annexes par une évolution des règles relatives à l'emprise au sol en zone urbaine, à l'implantation des constructions au sein d'une même propriété dans l'ensemble des zones (sauf zone 2AU) ainsi qu'à la possibilité de construire à l'alignement de la voie en zones A et N.
 - Introduction de certaines limitations au développement des annexes en zones A et N ainsi qu'à l'implantation des piscines dans l'ensemble des zones sauf UI et 2AU.
- De clarifier les règles du PLU : actualisation des définitions (prise en compte du lexique national de l'urbanisme) et meilleure prise en compte des termes concernés dans le règlement écrit, clarification de la rédaction de certaines règles et précisions apportées sur les modalités d'application de certaines règles.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

		Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)
Oui	Non	

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?			
	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :		X	Par exemple : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, dérogation au titre de l'article L122-2 du code de l'urbanisme dans sa version antérieure au 27 mars 2014 pour les procédures concernées.
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	Par exemple : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement ou pluvial, etc ?

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270		X	
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »		X	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	X		Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de la Bourbre.
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	X		Communauté de Communes des Balcons du Rhône en Dauphiné.

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ? Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone Le projet de modification n°1 ne concerne pas un secteur spécifique de la commune, puisqu'il ne porte que sur des changements apportés au règlement écrit.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	<ul style="list-style-type: none"> • Commune de centralité urbaine • Commune péri-urbaine de première couronne • Commune péri-urbaine éloignée • Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain • Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural • Commune rurale • Autre : (précisez)
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :	
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance	Augmentation : 988 habitants en 2006 / 1047 habitants

4.1 Présentation de votre projet	
démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	en 2016 (populations légales Insee).
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ? Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	Le projet de modification ne prévoit pas l'ouverture de zones à l'urbanisation, mais une simple amélioration de l'application du règlement. A noter que la trame d'insalubrité continue de s'appliquer sur la commune. Cette trame interdit toute création de logement (en programme neuf ou en réhabilitation), jusqu'à la mise en conformité des équipements d'assainissement : raccordement du réseau de Choeau à la future station d'épuration du syndicat du Girondan. Section 1.1 du règlement de l'ensemble des zones du PLU : « au sein du périmètre d'insuffisance des équipements collectifs d'assainissement délimité au plan de zonage : les constructions sont interdites, à l'exception des annexes fonctionnelles liées aux bâtiments existants jusqu'à la mise en conformité du système d'assainissement. »
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	12 logements vacants (3 % du parc) selon le recensement Insee 2016.
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	<i>Rétention foncière = pourcentage de l'espace qui a une forte probabilité de ne pas être mis sur le marché</i> Dans la mesure où la modification du PLU ne porte pas sur l'ouverture de zones à l'urbanisation, il n'y a pas d'incidences en matière de rétention foncière. Toutefois, la rétention foncière est actuellement quasi-totale dans la mesure où la trame d'insalubrité s'applique à l'ensemble de la zone d'assainissement collectif.
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	La modification du PLU ne porte pas sur l'ouverture de zones à l'urbanisation.
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	La modification du PLU favorise une augmentation des règles de densité en zone UA puisqu'elle lève les limitations de surface applicables aux annexes.
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre.	
-La présente modification du PLU ne prévoit pas l'ouverture d'une zone AU à l'urbanisation. Elle est sans incidence sur la délimitation des zones U et AU.	
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Le projet de modification n'apporte pas d'évolution en matière d'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	La commune compte une petite zone UI réservée à l'activité économique d'une superficie de 1,2 hectares.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : • quelle est leur surface actuelle (occupée et	Une partie de la zone UI est occupée. Il reste une surface disponible de 0,5 hectares.

4.1 Présentation de votre projet	
disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ?	
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT: • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ?	Le projet arrêté du SCOT prévoit un développement limité des sites économiques d'échelle locale.
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?	Le projet de modification du PLU ne porte pas sur l'aménagement de la zone d'activités existante. Il faut rappeler que la zone UI est également en trame d'insalubrité au titre de l'assainissement. Les constructions sont donc interdites jusqu'à la mise en conformité de l'assainissement collectif.
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	
Des espaces agricoles ?		Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ? <i>Si oui, précisez le type d'agriculture concernée (par exemple : pâturage, maraîchage, verger, céréales, etc.) et indiquez si ces terres font l'objet d'un classement (par exemple SCoT, IGP, AOP, AOC...).</i> <i>Si votre (vos) commune(s) a (ont) fait l'objet d'un diagnostic agricole, joignez-le en annexe</i> La modification n'induit pas de changement en termes de délimitation des zones A et N du PLU actuel.
Des espaces boisés ?		Non	<i>Si oui, précisez le type d'espace concerné (forêt domaniale, forêts exploitées, forêt de protection, ... ?)</i> La modification n'induit pas de changement pour les espaces boisés.
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?		Non	<i>Précisez les protections appliquées à ces secteurs (ex : zone A ou N où la constructibilité est encadrée, EBC, mise en œuvre de l'article L151-23 ou de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, ...)</i>
Complétez si nécessaire			

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ? <i>Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi. Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe.</i> La commune ne comporte pas de site Natura 2000 sur son territoire. Le projet de modification est sans incidences

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			sur les zones Natura 2000
Un parc naturel national ou régional ?		Non	
Une réserve naturelle nationale ?		Non	
Un espace naturel sensible ?		Non	
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		Non	Le projet de modification est sans incidences sur le zonage Znieff. A noter que les zones U et AU ne concernent pas les Znieff de type 1.
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		Non	
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?		Non	Le projet de modification est sans incidences sur les zones humides recensées par le Département ou dans le cadre du PLU.
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? https://www.eaurmc.fr/ https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html		Non	
Complétez si nécessaire			

4.4 Continuités écologiques			
Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?	Oui	Non	<p><i>Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?</i></p> <p>La modification du PLU est sans incidence sur les continuités écologiques identifiées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les corridors écologiques d'importance régionale identifiés au SRCE au Nord et à l'Ouest du territoire communal - espaces de perméabilité au sud du territoire communal - plaine agricole au Nord - réservoirs de biodiversité correspondant à une Znieff de type 1 ainsi que les réservoirs de biodiversité limitrophes au Nord de la commune - continuités hydrauliques en frange Ouest du territoire communal.
Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map	<p><i>Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles</i></p> <p>Les réservoirs de biodiversité et les corridors ne sont pas concernés par les zones U et AU et font l'objet de</p>		

4.4 Continuités écologiques			
e_r82.map	classements au PLU assurant leur protection. De plus, la présente modification est sans incidence sur la délimitation des zones du PLU.		
4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		Non	
Site inscrit ou projet de site inscrit ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		Non	
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		Non	
Éléments majeurs du patrimoine ? http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/		Non	Deux bâtis inscrits à l'inventaire des Monuments historiques sont présents sur la commune : -le château de Poisieu, -meulière dite Chaise du Seigneur. La modification du PLU est sans incidences sur la protection de ces monuments ainsi que sur les règles applicables au sein de leur périmètre de protection (servitude d'utilité publique).
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		Non	Perspectives identifiées par le SCOT arrêté : - Coupure verte paysagère (plaine agricole au Nord), - Plateau de Crémieu : territoire à haute valeur patrimoniale et paysagère (moitié Est) - Côtière de l'Isle Crémieu. La modification du PLU est sans incidence sur ces éléments identifiés par le SCOT.
Complétez si nécessaire			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	Le captage alimentant Chozeau est situé sur la commune de Panossas.
Autres captages prioritaires ?		Non	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins	Oui		Voir révision du PLU : autorisation préfectorale de 1000 m3 par jour pour un volume prélevé en 2015 de

4.6 Ressource en eau			
présents et futurs ?			328 m3 par jour, en baisse par rapport à 2014. La modification du PLU est sans incidences sur le développement de l'habitat défini par la révision du PLU.
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ? http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/		Non	Pour cette raison, une trame d'insalubrité a été mise en place, qui interdit sur l'ensemble de la zone d'assainissement collectif les constructions nouvelles hors annexes : voir tableau 4.1 La présente modification est sans incidences sur cette trame d'insalubrité, qui ne pourra être levée que lorsque les équipements collectifs d'assainissement auront été mis en conformité.
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire ?	Oui		La révision du PLU comporte un zonage des eaux pluviales annexé au document d'urbanisme, établi en parallèle et en cohérence avec le projet de PLU. La présente modification n°1 ne prévoit pas de développement urbain susceptible de générer des impacts sur la gestion des eaux pluviales sur le territoire.
Complétez si nécessaire			

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués : base de données BASOL ? http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		Non	Aucun site répertorié sur la base de données BASOL.
Anciens sites industriels et activités de services : base de données BASIAS ? http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=		Non	Aucun site répertorié sur la base de données BASIAS.
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		Non	
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?		Non	Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité... La révision du PLU comporte une carte des aléas naturels annexée au document d'urbanisme, établie en parallèle et en cohérence avec le projet de PLU. La présente modification n°1 ne prévoit pas d'évolution sur les règles applicables en matière de risques.

4.8 Risques et nuisances			
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?		Non	
Nuisances ?		Non	Les évolutions du PLU sont sans incidences sur les nuisances applicables.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		Non	2 routes soumises à un arrêté préfectoral contenant des prescriptions d'isolement acoustique : RD18 et RD75. La modification du PLU est sans incidences sur ces prescriptions.
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	Oui		Réseau de transport par car départemental Translèsère : ligne 1050 le long de la RD 18 entre l'agglomération pontoise et Bourgoin-Jallieu.
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Aucun plan de protection de l'atmosphère ne couvre le territoire communal.
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ? Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?		Non	Aucun enjeu spécifique n'est relevé par le SRCAE de Rhône-Alpes.
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?	Oui		Choezeau se localise en zone favorable pour l'éolien selon le Schéma régional de l'éolien de Rhône-Alpes approuvé en octobre 2012.
Complétez si nécessaire			

5. Annexes (rappel)


Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

<p>Date : 10 OCT. 2019</p> <p>Lieu : Chozeau</p>	<p>NOM DESVIGNES PRENOM Gilles</p> <p>SIGNATURE</p> 
--	---

ANNEXE 1

Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Gilles DESVIGNES, maire Mairie de Chozeau Cabinet Emmanuel ROGER Emmanuel ROGER
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	Mairie de Chozeau Gilles DESVIGNES 15 Place de la Mairie, 38460 Chozeau Tél : 04 74 90 21 09 E-mail : accueil.mairie@mairie-chozeau.fr Cabinet Emmanuel ROGER 18 rue Imbert Colomès 69 001 LYON Tél : 04 78 79 17 86 Courriel : roger_emmanuel@yahoo.fr